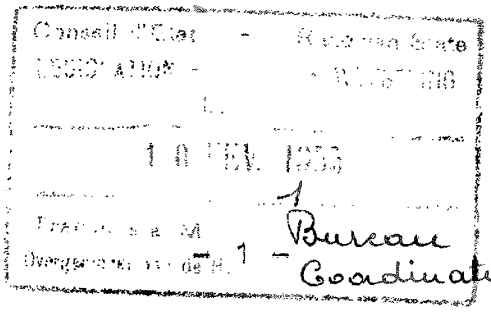


ML. L.4543/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 6 décembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'uniforme des fonctionnaires et employés de la douane", a donné le 22 décembre 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e December 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uniform van het douanepersoneel", heeft de 22e December 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet tend notamment à remplacer le règlement relatif à l'uniforme des agents de la douane, qui figure actuellement à l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946.

Par application des articles 35 et 36 du statut syndical des agents de l'Etat, les questions faisant l'objet du projet devraient être soumises à l'avis du sous-comité de consultation syndicale de l'Administration des douanes et accises, et le préambule devrait se référer à cet avis.

L'intitulé et certains articles du projet emploient l'expression : "fonctionnaires et employés" dans le sens particulier que ces mots ont à l'Administration des douanes, où l'on appelle "fonctionnaires" les agents des deux premières catégories et "employés" les agents des deux dernières catégories. Cette terminologie n'étant pas celle du statut des agents de l'Etat, il conviendrait de remplacer les mots "fonctionnaires et employés" par le mot "agents".

De même, à l'article 8 du règlement, le mot "fonctionnaires"qui termine l'alinéa 1er devrait être remplacé par "agents" et , à l'alinéa 2 in fine, les mots "de tous ces agents" devraient être substitués aux mots "de ces fonctionnaires".

En ce qui concerne le préambule, il devrait faire mention de l'article 66, alinéa 2 , de la Constitution, qui est le fondement légal du projet. Il conviendrait d'omettre, par contre, les alinéas 1er et 2 du préambule. En effet, l'arrêté du Régent du 13

.../...

septembre 1946 est abrogé par le projet et l'arrêté royal du 7 août 1953 ne constitue pas le fondement du projet mais n'est visé que pour justifier la consultation du Conseil de la masse d'habillement.

Quant à l'alinéa 3 du préambule, il devrait être également omis pour être inséré dans le préambule ci-après proposé d'un arrêté ministériel, modificatif de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 8 août 1953.

Article 2 du projet.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui est mis en concordance avec le cadre des douanes et accises.

Article 3 du projet.

Le Conseil d'Etat propose un texte rappelant, en la matière, le principe de la responsabilité du Ministre et laissant à l'autorité qui décide un pouvoir d'appréciation très large.

En ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 3, il vaudrait mieux faire de cette disposition l'objet d'un arrêté ministériel, ci-après proposé, modificatif de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 8 août 1953.

.../...

Article 4 du projet.

Le texte proposé traduit les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exposées.

Article 5 du projet.

Il y a lieu de remplacer les mots "au personnel" par les mots "aux agents de la douane".

Article 6 du projet.

L'article abrogatoire doit être complété. Par ailleurs, si, comme le laissent supposer l'article 1er et l'article 6 du projet, il est dans les intentions du Gouvernement de faire entrer en vigueur à la même date l'arrêté et le règlement avec ses annexes, un nouvel article (article 7) devrait déterminer cette date, qui serait identique à celle fixée par l'article 1er. L'article 7 du projet deviendrait alors l'article 8. Il serait souhaitable , d'autre part, qu'il soit prévu un délai suffisamment long entre la date de publication et la date d'entrée en vigueur de l'arrêté et du règlement .

+

+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose en conséquence les textes suivants :

ARRETE ROYAL RELATIF A L'UNIFORME DES AGENTS DE LA DOUANE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'avis du Conseil de la masse d'habillement;

Vu l'avis du sous-comité de consultation syndicale de l'administration des douanes et accises;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les agents de la douane se conformeront , à partir du ..... 1955, aux prescriptions du présent arrêté.

.../...

Article 2.-

§ 1er. Le port de l'uniforme est obligatoire en service pour les agents de la douane désignés ci-après :

1° le directeur ...

2° les inspecteurs provinciaux ...

3° les inspecteurs de la douane;

4° les contrôleurs, à l'exception des contrôleurs de comptabilité, les receveurs principaux et les receveurs, les vérificateurs, à l'exception des vérificateurs de direction;

5° les commis techniques qui ont réussi l'examen de vérificateur et ceux qui, sans avoir encore réussi cet examen, exercent les fonctions de receveur des douanes ou de vérificateur;

6° les commis-chefs et les commis spéciaux; les commis en fonction dans les bureaux de route;

7° les lieutenants;

8° les brigadiers, sous-brigadiers et préposés.

§ 2. Pour les autres agents de la douane, le port de l'uniforme est facultatif.

Article 3.-

Les agents astreints au port de l'uniforme

.../...

peuvent être relevés de cette obligation à titre définitif ou temporaire par le Ministre des Finances ou par le directeur général des douanes et accises, qu'il délègue à cette fin.

Article 4.-

Les agents de la douane envoyés en délégation officielle aux cérémonies et manifestations publiques ou privées, sont tenus d'y assister en uniforme; les autres agents ont la faculté d'y porter l'uniforme. Dans l'un et l'autre cas, la tenue de cérémonie est de rigueur.

Article 5.-

Il est interdit aux agents de la douane d'assister en uniforme à des réunions ou manifestations publiques d'ordre politique, linguistique ou philosophique, dont les tendances heurteraient manifestement les sentiments d'une partie de la population.

Article 6.-

Sont abrogés :

1° l'article 7 et l'article 8, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 27 août 1847 qui fixe l'uniforme des fonctionnaires et employés de l'Administration des contributions directes, douanes et accises;

2° l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946 relatif à l'uniforme des fonctionnaires et employés de la douane, modifié par l'arrêté royal du 7 août 1953.

.../...

Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ... . 1955 (même date qu'à l'article 1er).

Article 8.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

ARRÊTE MINISTERIEL MODIFIANT L'ARRETE MINISTERIEL DU 8 AOUT 1953 ALLOUANT UNE INDEMNITE POUR PORT D'UNIFORME AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1952;

.../...

Vu l'arrêté royal du ..... relatif à l'uniforme des agents de la douane;

Vu l'arrêté ministériel du 8 août 1953 allouant une indemnité pour port d'uniforme aux fonctionnaires et employés de l'Administration des douanes et accises, notamment l'article 1er;

Vu l'avis du sous-comité de consultation syndicale de l'Administration des douanes et accises;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté ministériel du 8 août 1953 est complété par la disposition suivante :

"Les agents définitivement dispensés de porter l'uniforme, n'ont pas ou n'ont plus droit à l'indemnité d'uniforme".

Article 2.-

Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du .... relatif à l'uniforme des agents de la douane.

Bruxelles, le

Het ontwerp strekt er inzonderheid toe, het reglement betreffende de uniform van het douanepersoneel, thans opgenomen in het besluit van de Regent van 13 September 1946, te vervangen.

Bij toepassing van de artikelen 35 en 36 van het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel dient over de punten, waarvoor het ontwerp een regeling treft, het advies van het syndicaal subcomité van advies te worden gevraagd, welk advies in de inleiding moet worden vermeld.

In het opschrift en in bepaalde artikelen van het ontwerp worden de woorden "ambtenaren en beambten" gebezigd met de bijzondere betekenis die deze woorden bij het Bestuur der douanen hebben, namelijk "ambtenaren" voor het personeel van de eerste twee, en "beambten" voor het personeel van de laatste twee categorieën. Aangezien in het statuut van het Rijkspersoneel een andere terminologie wordt gevolgd, ware het raadzaam de woorden "ambtenaren" en "beambten" te vervangen door de woorden "personeel" of "personeelsleden".

Evenzo moet in artikel 8 van het reglement het woord "ambtenaren", waarmee het eerste en het tweede lid eindigen, door "personeelsleden" worden vervangen.

In de inleiding moet verwezen worden naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, dat de rechtsgrond van het ontwerp vormt. Het eerste en het tweede lid van de inleiding zijn daarentegen te schrappen. Het besluit van de Regent van 13 September 1946 wordt immers door het ontwerp opgeheven en het

.../...

koninklijk besluit van 7 Augustus 1953 is geen rechtsgrond voor het ontwerp maar wordt alleen aangehaald om het advies van de Raad van het kledingfonds te wettigen.

Ook het derde lid van de inleiding moet worden geschrapt, en ingevoegd in de hieronder voorgestelde inleiding van een ministerieel besluit tot wijziging van artikel 1 van het ministerieel besluit van 8 Augustus 1953.

Artikel 2 van het ontwerp.

De Raad van State stelt een tekst voor, die met het kader der douanen en accijnzen in overeenstemming is gebracht.

Artikel 3 van het ontwerp :

De Raad van State stelt een tekst voor, waarin ter zake het beginsel van de verantwoordelijkheid van de Minister in herinnering wordt gebracht en waardoor aan de beslissende overheid een zeer ruime beoordelingsmacht wordt gelaten.

Het tweede lid van artikel 3 zou een betere plaats vinden in een ministerieel besluit tot wijziging van artikel 1 van het ministerieel besluit van 8 Augustus 1953, zoals hierna voorgesteld.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp.

De voorgestelde tekst geeft de bedoeling van de Regering weer, zoals die is uiteengezet.

Artikel 5 van het ontwerp.

De term "personeelsleden" dient vervangen te worden door "douanepersoneel".

Artikel 6 van het ontwerp.

Het opheffingsartikel dient te worden aangevuld. Overigens, indien, zoals artikel 1 en artikel 6 van het ontwerp laten onderstellen, de Regering voornemens is, het besluit en het reglement met bijlagen op dezelfde datum in werking te stellen, zou een nieuw artikel (artikel 7) deze datum dienen vast te stellen, die dezelfde zou zijn als in artikel 1 is bepaald. Artikel 7 van het ontwerp zou dan artikel 8 worden. Anderzijds ware het raadzaam, tussen de bekendmaking en de datum van inwerkingtreding van het besluit en reglement voldoende tijd te laten.

\+

\+ \+

.../...

De Raad van State stelt derhalve de volgende teksten voor :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE UNIFORM VAN HET DOUANE-PERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Raad van het kledingfonds;

Gelet op het advies van het syndicaal subcomité van advies van het Bestuur der douanen en accijnzen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Met ingang van .... 1955 zal het douanepersoneel zich gedragen naar de voorschriften van dit besluit.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. Het dragen van de uniform is verplicht voor het hierna aangewezen personeel:

1° de directeur ...

2° de provinciale inspecteurs ...

3° de inspecteurs der douanen;

4° de controleurs, met uitzondering van de controleurs der boekhouding, de eerstaanwezende ontvangers en de ontvangers, de verificateurs, met uitzondering van de verificateurs ter directie;

5° de technische klerken die geslaagd zijn voor het examen van verificateur en diegene die nog niet voor het examen voor verificateur geslaagd zijn naar het ambt van ontvanger der douanen of van verificateur uitoefenen;

6° de klerken-chef en de bijzondere klerken; de klerken die in de baankantoren in dienst zijn;

7° de luitenants;

8° de brigadiers, onderbrigadiers en aangestelden.

§ 2. De overige personeelsleden zijn niet verplicht de uniform te dragen.

..../...

Artikel 3.-

Het personeel dat de uniform moet dragen, kan door de Minister van Financiën of door de daartoe door hem gemachtigde directeur-generaal der douanen en accijnzen tijdelijk of voor goed van deze verplichting worden ontheven.

Artikel 4.-

Het douanepersoneel dat officieel naar openbare of private plechtigheden enmanifestaties wordt afgevaardigd moet daar de uniform dragen; het overige personeel mag dit doen. In beide gevallen is de ceremoniekledij verplicht.

Artikel 5.-

Het is het douanepersoneel verboden, in uniform deel te nemen aan openbare vergaderingen of betogingen van politieke, taalkundige of filosofische aard, waarvan de strekking klaarblijkelijk de gevoelens van een gedeelte der bevolking mocht kwetsen.

Artikel 6.-

Opgeheven worden :

1° artikel 7 en artikel 8, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 27 Augustus 1847 dat de uniform van de ambtenaren en beambten van de administratie der directe belastingen, douanen en accijnzen vaststelt

.../...

2° het besluit van de Regent van 13 September 1946 betreffende de uniform van het douanepersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 Augustus 1953.

Artikel 7.-

Dit besluit treedt ... 1955 in werking (zelfde datum als in artikel 1).

Artikel 8.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

MINISTERIEEL BESLUIT HOUDENDE WIJZIGING VAN HET MINISTERIEL BESLUIT VAN 8 AUGUSTUS 1953 TOT TOEKENNING VAN EEN UNIFORM-VERGOEDING AAN HET PERSONEEL VAN HET BESTUUR DER DOUANEN EN ACCIJNZEN.

De Minister van Financiën,

Gelet op het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende algemene regeling van de vergoedingen en

.../...

toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 Juli 1952 ;

Gelet op het koninklijk besluit van . . . betreffende de uniform van het douanepersoneel ;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 Augustus 1953 tot toekenning van een uniformvergoeding aan het personeel van het Bestuur der douanen en accijnzen, namelijk op artikel 1 ;

Gelet op het advies van het syndicaal subcomité van advies van het Bestuur der douanen en accijnzen ;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het ministerieel besluit van 8 Augustus 1953 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Het personeel dat voorgoed van de verplichting om de uniform te dragen is ontheven, heeft geen recht, of niet langer recht, op de uniformvergoeding".

Artikel 2.-

Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als het koninklijk besluit van . . . betreffende de uniform van het douanepersoneel.

Brussel,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter
J. COYETTE, raadsheren van State,
G. VAN BUNNEN,

A. BERNARD, bijzitters van de afdeling wetgeving,
Ch.VAN REEPINGHEN,

G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.